

Réunion du Comité directeur des GIS Aires culturelles
GIS Études africaines
GIS Asie
GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

Mardi 24 janvier 2017
14h - 18h, salle 638-640 (6ème étage)
190, avenue de France 75013 Paris

Ordre du jour

1. Introduction commune aux trois GIS Aires culturelles

a. Accueil et explicitation de la méthode de travail

François-Joseph Ruggiu (directeur adjoint scientifique InSHS-CNRS) introduit le comité directeur en rappelant le contexte de création des GIS études aréales.

b. Echanges sur le bilan du premier mandat des GIS

Pour le CNRS, au cours de leur premier mandat, les trois GIS ont montré leur utilité, et l'importance de leur place dans les études en sciences humaines et sociales. Les GIS ne se substituent pas aux laboratoires mais assurent une visibilité dans le paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche, et répondent à des besoins spécifiques à l'échelle locale et nationale. La première action des GIS a été de faire un état des lieux des études aréales. Cela s'est traduit par la rédaction de *Livres blancs*. Une synthèse de ce travail est disponible sur les sites Internet des différents GIS. La publication de ces *Livres blancs* a été reçue avec beaucoup d'intérêt par les pouvoirs publics et a permis de déclencher plusieurs actions. Le CNRS et l'InSHS sont très enthousiastes des actions menées depuis 2013 par les trois GIS.

c. Renouvellement des GIS et perspectives de consolidation des GIS

Le CNRS souhaite le renouvellement de l'action des GIS pour une période plus longue : cinq ans au lieu de quatre précédemment.

Le CNRS souhaite consolider le rôle du GIS comme interlocuteur, interface entre les communautés (tutelles) et les acteurs de l'ESR. À titre d'exemple, le GIS Moyen-Orient a été approché par le ministère dans le cadre d'une réflexion par la DGESIP (Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle), sur la recherche et formation en langues et civilisations, à la demande d'un certain nombre d'associations professionnelles d'enseignants-chercheurs en anglais, espagnol, italien, allemand, et arabe en particulier. Une partie de leurs demandes rejoint des préoccupations qui ont été exprimées dans les *Livres blancs*. Une réunion est prévue le 8 février 2017.

Le CNRS souhaite également confier aux GIS des missions d'expertises (pour les dossiers de mobilité) pour certaines de ses actions. Par exemple, pour le programme de soutien à la mobilité internationale (SMI).

d. Point sur la procédure juridique de renouvellement des GIS

Le CNRS envisager à l'avenir un renouvellement des GIS simultané : du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021 pour que tous les établissements (tutelles) puissent décider des ressources et pour permettre un circuit de signatures plus fluide.

Il envisage également une réflexion sur la façon de consolider ensemble les actions des GIS (moyens : ressources et humains).

e. Point sur la mission inter-GIS de Mme Catherine Bastien-Ventura

Catherine Bastien-Ventura, chargée de la coopération internationale pour les trois GIS, a présenté ses missions.

Suite à la journée inter-GIS, elle a rédigé une note rassemblant des actions qui pourraient être mutualisées par les trois GIS, par exemple : inciter l'ANR à lancer des appels spécifiques sur les aires, être représentés dans les conseils scientifiques des UMIFRE, repérer les moyens de financement (national, européen, international).

f. Point de Laura Lohéac sur l'accueil des collègues et étudiants réfugiés

Laura Lohéac est chargée depuis le mois de décembre 2016, au sein du cabinet de Thierry Mandon, de la mise en place du programme d'accueil d'urgence des chercheurs étrangers menacés. Ce programme répond à un besoin en France car il était jusqu'à présent inexistant. Face à ce constat, le ministre a souhaité mettre en place un programme en se basant sur ce qu'il se fait aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. La convention du programme a été signée le 16 janvier 2017 entre le Ministère, le Collège de France et les Universités de Paris.

Il s'agit du programme PAUSE et est hébergé par le Collège de France (<https://www.college-de-france.fr/site/programme-pause/index.htm#content.htm>). Le Collège de France abrite le programme mais toutes les universités sont concernées.

Le Programme accorde des subventions aux établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche publics projetant d'accueillir des scientifiques en situation d'urgence.

I. Critères d'éligibilité

- un candidat pouvant justifier de son statut d'enseignant-chercheur ou de chercheur (doctorants et post-doctorants compris) ;
- un chercheur ou enseignant-chercheur en situation d'urgence : victime de persécution ou de violence du fait de son identité ou de ses croyances – sans exclusion des victimes des conflits ;
- un chercheur ou enseignant-chercheur ayant quitté son pays d'origine depuis moins de 3 ans ;
- une lettre d'engagement à recruter le bénéficiaire et à l'accompagner dans ses démarches d'insertion professionnelle et personnelle.

Critères de plafonnement du montant de la subvention, comprise entre 20 000 et 60 000 euros :

- Charge de famille (avec ou sans enfants)
- Expérience (doctorants / post-doctorants / chercheurs confirmés)

II. Constitution des dossiers de candidatures

Les dossiers de candidatures constitués par les établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics doivent comprendre :

- une lettre de candidature signée par le chef de l'établissement d'accueil
- s'engageant à recruter, pour une durée à préciser, un scientifique en exil et à financer partiellement sa rémunération ;
- présentant le projet d'insertion professionnelle et, si possible, sociale du/de la bénéficiaire, précisant le coût estimé de l'accueil et les autres sources de financement mobilisées ;

- caractérisant l'urgence de la situation du/de la bénéficiaire, le type de risque encouru et indiquant les coordonnées de la personne référente pour l'accompagnement du bénéficiaire au sein de l'établissement ;

- attestant du visa du fonctionnaire de défense et de sécurité de l'établissement ;

L'échéance de dépôt des dossiers présentés à cette session est fixée au 10 février 2017.

2. Ordre du jour du GIS Afriques

- a. Présentation des activités de 2016 (REAF)
- b. Bilan financier
- c. Projets (REAF 2018 à Marseille, JCEA 2018)
- d. Actions prospectives
- e. Renouvellement du Conseil Scientifique et de la direction adjointe

3. Ordre du jour du GIS Asie

- a. Introduction des directeurs sortants
- b. Bilan des activités et bilan financier 2016
- c. Personnes impliquées dans le GIS (CS, personnel de l'unité support, comité d'organisation du congrès)
- d. Situation financière du GIS
- e. Plan d'actions prévisionnel 2017 et budget
- f. Elargissement du GIS (demande d'adhésion de l'ULB)

4. Ordre du jour du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans

a. Bilan des activités 2016

Catherine Mayeur-Jaouen (directrice de 2013 à 2016) présente le rapport d'activité du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans pour l'année 2016.

Elle rappelle les débuts du GIS MOMM, débuts difficiles et remercie l'InSHS, l'IISMM et l'EHESS pour leur soutien.

Une des premières actions du GIS a été le *Livre blanc* paru en septembre 2014.

Suite à la parution du *Livre blanc*, le rapport avec les pouvoirs publics est devenu déterminant pour le champ, ce qui s'est traduit notamment par l'introduction de la question contemporaine au programme de l'agrégation et du Capes d'histoire-géographie 2017 : « Le Moyen-Orient de 1876 à 1980 » et par l'attribution de dix postes supplémentaires par le ministère (AMI Islamologie et radicalisation). Concernant ce dernier point, un autre appel sortira mi-février 2017, avec un libellé orienté sur les mondes musulmans, mais plus ouvert que l'an dernier.

Les questions financières difficiles ont obligées le GIS MOMM à chercher des partenariats extérieurs : Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), Organisation Internationale de la francophonie (OIF), Bureau central des cultes (BCC), Agence universitaire de France (AUF). Plusieurs Prix de thèse ont été organisés en partenariat avec l'IISMM. Avec 92 thèses reçues, cela a permis de donner une visibilité au dynamisme de la recherche doctorale, avec toutefois des domaines ou des thèmes encore peu ou pas du tout représentés.

Ces financements ont permis d'organiser le Prix de thèse 2016 sur le Moyen-Orient et les mondes musulmans. Reprenant le flambeau du Prix de thèse de l'IISMM (Institut des études sur l'islam et les sociétés du monde musulman), décerné à trois reprises, mais de façon irrégulière, le GIS s'est associé à l'IISMM pour renforcer ce Prix de thèse. Il s'agit à la fois de lui donner une périodicité régulière, en alternance avec le Congrès du GIS.

En 2017, quatre nouveaux Prix de thèse seront décernés.

Le GIS Moyen-Orient a également été partenaire du *Forum : Enseigner les mondes musulmans. Langues, histoires, sociétés* destiné à valoriser ces études auprès de l'éducation nationale. Une synthèse des travaux de ce Forum se présente à l'occasion des rencontres de l'histoire de l'IMA le 20 mai 2017.

b. Présentation et projets de la nouvelle direction

Eric Vallet présente la nouvelle équipe et sa complémentarité : disciplinaire, institutionnelle, chronologique.

Eric Vallet, directeur du GIS, maître de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne et membre de l'Institut universitaire de France.

Elise Massicard, directrice adjointe du GIS, chargée de recherche au CNRS/CERI Sciences Po.

Mercedes Volait, directrice adjointe du GIS, directrice de recherche et du laboratoire In-Visu (INHA).

Pour la période 2017-2021, la nouvelle direction souhaite prendre deux grandes directions :

1) prolonger l'action de la première direction du GIS (Congrès, Forum, Prix de thèse, annuaire, appels à projets de recherches transversaux inter-équipes ; interface avec les pouvoirs publics).

Maintenir et développer les liens avec les partenaires essentiels :

- avec l'IISM qui est devenu une UMS depuis le 1^{er} septembre 2016 et par lequel le GIS est désormais officiellement hébergé.
- avec l'AGIS (Association les Amis du GIS) qui pourrait à terme devenir une association professionnelle pouvant assumer des fonctions comme l'organisation du Congrès.
- et avec les associations des doctorants (Halqa, Diwan, Samah, CCMO), l'IMA, l'OIF, et l'AUF.

2) mettre en avant deux priorités nouvelles :

- la valorisation des ressources documentaires (bibliothèques, archives, outil DeFTER) ; réflexion sur l'archivage scientifique du patrimoine ; développement des humanités numériques (développement d'un réseau d'équipes).
- l'internationalisation : soutenir la recherche française dans un contexte international. La question des UMIFRE reste centrale au vu de leur situation financière très difficile ce qui entraîne des conséquences très lourdes (exemple : baisse de la mobilité doctorale).

c. Élargissement du GIS

Trois nouvelles tutelles sont envisagées pour le second mandat du GIS :

- Université de Lille 3-SHS avec l'équipe d'accueil CECILLE. Une visite de la direction du GIS est prévue le 10 février

- Université de Bordeaux

- et l'Université de Strasbourg avec cinq laboratoires : DRES, GEO, ARCHE, Archimède, Dyname

Un laboratoire souhaite rejoindre le GIS : le CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique) dont les tutelles (CNRS, EHESS, Université Panthéon-Sorbonne) sont déjà membres du GIS.

Le comité directeur approuve ces adhésions à l'unanimité.